

Appel de Montpellier. Passer à un niveau supérieur d'alerte et de prévention pour limiter les risques sanitaires et écologiques des pesticides

dimanche 10 novembre 2013

Cette pétition est ouverte à la signature du public, [ICI](#)

Réunis le lundi 26 août à Montpellier, chercheurs, praticiens, militants d'ONG, élus politiques, voulons lancer un cri d'alerte concernant l'atteinte des objectifs du plan Ecophyto 2018, qui visait à la réduction de 50% des quantités de pesticides utilisées en France à l'horizon 2018. Malgré une diminution nette des quantités vendues depuis 1998, nous constatons, à ce jour, que les ventes de pesticides ne diminuent pas depuis trois ans. Le constat est alarmant : 90% des cours d'eau du pays connaissent, selon le Commissariat général au développement durable, une « présence généralisée » de pesticides.

Cette situation est d'autant plus condamnable que, depuis 2009, des données récentes viennent à la fois préciser les risques sanitaires encourus, certains étant désormais avérés, et montrer les mécanismes des atteintes à la biodiversité, notamment concernant les abeilles.

Dans le même temps, il apparait que là où existe une réelle volonté d'agir des partenaires et des autorités politiques, il est possible de diminuer significativement les quantités de pesticides utilisées, en agissant sur les systèmes de productions et par des méthodes substitutives biologiques.

La récente expertise collective de l'INSERM vient de montrer que les conséquences néfastes des pesticides sur la santé sont désormais reconnues par les travaux internationaux de recherche : une forte présomption d'association est désormais reconnue entre certaines substances et différentes pathologies, notamment des maladies neurodégénératives, certains cancers, comme des cancers du sang, que ce soit chez les adultes ou les enfants.

Les travaux de l'INRA ont permis de faire avancer nos connaissances sur les mécanismes de la perturbation endocrinienne comme sur la surmortalité des abeilles. Les travaux menés par les instituts de recherche agronomique en conditions tempérées (INRA), mais aussi en conditions tropicales (CIRAD), ont montré qu'un mode de gestion agro-écologique des systèmes de production agricole permettait de réduire drastiquement la quantité de pesticides utilisée, voire dans certains cas de s'en affranchir.

Voilà plus d'une décennie que des professionnels, des scientifiques et des militants d'ONG lancent des cris d'alerte. Des retraits de certains produits ont été obtenus, souvent après des années de lutte : ce fut le cas pour les pesticides organochlorés, dont des traces sont toujours retrouvées dans les organismes vivants et les milieux naturels. Ce fut le cas pour le Fipronil (« Régent® ») ou l'Imidaclopride (« Gaucho® »), reconnus comme facteurs de surmortalité ou d'effets sublétaux pour les abeilles entraînant la disparition des butineuses. Mais, le Thiamethoxam (« Cruiser® »), de la même famille que l'Imidaclopride, est apparu sur le marché !

Les plus récentes études de biosurveillance montrent que des traces de nombreux pesticides sont retrouvées non seulement au voisinage des aires d'épandage, mais aussi sur la très grande majorité des fruits et légumes de nos assiettes, dans les nappes phréatiques et eaux de captage, ainsi que dans l'air intérieur des bâtiments à des concentrations souvent préoccupantes.

L'effet cocktail de ces substances est encore insuffisamment documenté, mais pourrait s'avérer majeur pour un certain nombre d'associations avec des pathologies endocriniennes ou cancéreuses.

Dans l'immédiat, il est nécessaire de déclencher des campagnes d'information et de prévention auprès des publics vulnérables, des professionnels de la maternité et de la petite enfance, ainsi que de mieux prendre en considération le risque professionnel, le risque d'exposition des riverains pendant les campagnes d'épandage, et également celui de la population générale.

Enfin les signataires appellent les autorités de sécurité sanitaire et alimentaire à passer à un niveau supérieur d'alerte et de prévention pour limiter des risques sanitaires et écologiques désormais avérés et interdire la publicité assurant la promotion des pesticides vers le grand public.

Ils demandent également que les familles de produits dangereux pour l'Homme et les éco-systèmes, identifiées comme telles par le dispositif REACh, soient retirées du marché, et que des systèmes alternatifs de production, ainsi que des méthodes substitutives de bio contrôle, soient prioritairement développés. L'agriculture biologique et l'agroécologie doivent en conséquence bénéficier de mécanismes réglementaires et fiscaux puissants permettant de les privilégier significativement.

Ils réclament que les points noirs de l'imprégnation du territoire aux pesticides soient précisément ciblés et traités, notamment les zones de captages d'eau potable.

Ils appellent les autorités politiques à agir pour la réduction, voire la suppression quand cela est possible de l'usage de pesticides, considérant que ces substances qui ont envahi notre vie quotidienne sont des facteurs majeurs de l'épidémie de maladies chroniques dont l'Assemblée Générale de l'ONU, du 19 septembre 2011, a indiqué qu'elle allait déborder nos systèmes de protection sociale.

Signataires :

Parlementaires :

BAPT Gérard
BATHO Delphine
BARDY Serge
BERTHELOT Chantal
BONNEFOY Nicole
BUIS Sabine
BULTEAU Sylviane
CARREY-CONTE Fanélie
CHANTEGUET Jean-Paul
COUTELLE Catherine
DELAUNAY Florence
DESSUS Sophie
DOMBRE-COSTE Fanny
ERRANTE Sophie
GAILLARD Geneviève
GUEUGNEAU Edith
HUREL Sandrine
JOUANNO Chantal
LABBE Joël
LACLAIS Bernadette
LE DAIN Anne-Yvonne
LIEBGOTT Michel
NOGUES Philippe
PINVILLE Martine
REYNAUD Marie-Line
ROMAGNAN Barbara
ROUMEGAS Jean-Louis
UNTERMAIER Cécile

ELUS :

MANDROUX Hélène, Maire de Montpellier

MOURE Jean-Pierre, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Chercheurs et scientifiques :

DE LAPEYRE DE BELLAIRE Luc

ETINEAU Claire

Goebel François-Régis

Lesaffre Benoît

Marano Francelyne

Omont Hubert

Persoz Charles

Ratnadass Alain

Sarah Jean-Louis

Sultan Charles

Verwilghen Aude

ONG :

UNAF : CLEMENT Henri, FERNANDEZ Olivier

PHYTOVICTIMES : PAUL François

RES : CICOLELLA André, CHEVALIER Laurent

WECF : RUFFINENGO Elisabeth

GENERATIONS FUTURES : VEILLERETTE François